



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Service de coordination des politiques interministérielles  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

## **ARRÊTÉ**

**Portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
SARL DU VERT GALANT à BEAUVAL**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive IED 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 à 13, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2018-251 du 6 avril 2018 relatif à l'utilisation d'un téléservice devant le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs et portant autres dispositions ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2010 délivré à la SARL DU VERT GALANT en vue de l'exploitation d'un élevage porcin d'une capacité maximale de 8405 animaux-équivalents situé à BEAUVAL (80630), parcelles cadastrées section ZN 1 n° 15, 16, 17, 27, 28, 30, 31 et 33 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2023 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu les conclusions parues le 21 février 2017 sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables en élevage intensif de volailles et de porcs, et notamment la justification de l'application de ces meilleures techniques disponibles ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif au contrôle effectué le 12 janvier 2023 des installations de la SARL DU VERT GALANT situées à BEAUVAL (80630) et transmis à l'exploitant par courrier du 10 février 2023 conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif au contrôle effectué le 17 octobre 2023 des installations situées sur la commune de BEAUVAL (80 630) et transmis à l'exploitant, conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du code de l'environnement, par courrier reçu le 30 octobre 2023 ;

Vu le projet d'arrêté portant mise en demeure établi suite à la visite d'inspection précitée, transmis par courrier réceptionné le 30 octobre 2023 par la SARL DU VERT GALANT afin qu'elle puisse faire part de ses observations dans le délai de quinze jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté préfectoral, dans le délai prescrit ;

Considérant les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 3660 (élevage intensif) ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 17 octobre 2023, l'établissement situé sur la commune de BEAUVAL (80630), parcelles cadastrées section ZN 1 n° 15, 16, 17, 27, 28, 30, 31 et 33 et exploité par la SARL DU VERT GALANT, dispose d'une autorisation pour son élevage porcin dont l'effectif maximum est de 8405 animaux-équivalents, rubrique 3660-b) ;

2. Lors de la visite du 17 octobre 2023, l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté les faits suivants :

- la présence de 752 places de truies, effectif relevant de la rubrique 3660-c) de la nomenclature ;
- la modification du plan d'épandage sans notification préalable ;
- la modification du fonctionnement du site avec la modification de la défense contre l'incendie, la construction d'une extension d'un bâtiment d'élevage et la modification de l'effectif de truies détenues sans notification préalable ;
- la présence d'une nouvelle extension d'un bâtiment d'élevage réalisée à moins de 100 m d'une zone destinée à l'urbanisation du document d'urbanisme de la commune de BEAUVAL ;
- 

3. A la date de l'inspection précitée, la SARL DU VERT GALANT ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié et de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2010 ;

4. A la date de l'inspection précitée, la SARL DU VERT GALANT ne dispose d'aucun acte préfectoral l'autorisant à modifier le plan d'épandage des effluents, à procéder à la construction d'une extension d'un bâtiment d'élevage et à augmenter sa capacité d'élevage à hauteur de 752 places de truies ;

5. A la date de l'inspection précitée, la SARL DU VERT GALANT ne respecte pas l'article R 181-46-II du code de l'environnement en raison de l'absence de notification de changement notable au sein de son installation classée ;

5. L'augmentation de l'effectif de truies constitue une modification substantielle au sens des points 1° et 2° de l'article R 181-46-I du code de l'environnement, nécessitant une nouvelle évaluation environnementale avec le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale ;

6. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la sécurité des personnes et des biens ;

7. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL DU VERT GALANT de régulariser sa situation administrative au titre des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

La SARL DU VERT GALANT, dont le siège social est situé RN 25, lieu dit « Vert Galant » à BEAUVAL (80630), gérée par Monsieur ROUGEGREZ Régis et Madame ROUGEGREZ Pascaline, ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté pour ses installations d'élevage porcin situées à BEAUVAL (80630) ;

### **Article 2 – Régularisation administrative**

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de régulariser sa situation administrative :

- soit en déposant auprès de la Préfecture de la Somme un dossier de demande d'autorisation environnementale complet et recevable conformément aux articles R. 181-12 et suivants du code de l'environnement (option 1) ;
- soit en abaissant sa capacité de production à hauteur de l'autorisation délivrée le 13 décembre 2010 (à savoir 8 405 AE avec 695 reproducteurs, 28 cochettes, 1 860 porcs en post-sevrage, 5 920 porcs à l'engraissement) avec le respect de l'utilisation des installations telles que prévues par l'arrêté du 13 décembre 2010, avec le dépôt d'un porter à connaissance relatif à la modification du plan d'épandage de l'élevage (option 2) ;
- soit en abaissant sa capacité de production à hauteur de l'autorisation délivrée le 13 décembre 2010 (à savoir 8 405 AE avec 695 reproducteurs, 28 cochettes, 1 860 porcs en post-sevrage, 5 920 porcs à l'engraissement) avec le respect du plan d'épandage initialement autorisé et de l'utilisation des installations telles que prévues par l'arrêté du 13 décembre 2010 (option 3) ;
- soit en cessant son activité porcine et l'exploitation du forage en procédant à la remise en état prévu à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement (option 4).

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des 4 options ci-dessus il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où l'exploitant opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois par téléprocédure sur le site internet [entreprendre.service-public.fr](http://entreprendre.service-public.fr) ;
- dans le cas où l'exploitant opte pour le dépôt d'un dossier de demande de modification, ce dernier doit être déposé dans un délai de 6 mois par voie postale à la Préfecture de la Somme ;
- dans le cas où l'exploitant opte pour la remise en conformité totale du site avec l'arrêté du 13 décembre 2010, la remise en conformité est effective dans un délai de 6 mois ;
- dans le cas où l'exploitant opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les six mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de la régularisation administrative (option 1 ou 2), l'exploitant est tenu d'effectuer un recensement de l'ensemble des activités susceptibles d'être concernées par les réglementations ICPE et IOTA et de l'inclure au dossier administratif attendu et justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés ministériels s'appliquant à ses activités.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 3 – Sanction**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement

### **Article 4 – Publicité**

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de la Somme pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 6 – Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à Amiens (80000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

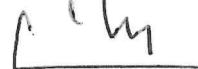
Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 7 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la directrice départementale de la protection des populations de la Somme et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL DU VERT GALANT.

Amiens, le 04 JAN. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Emmanuel MOULARD